

ÉDITO

Combien de temps peut encore durer le conflit dans le Golfe ?

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez NSI. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Après un mois de calme relatif en août, les États-Unis ont repris leurs frappes en Iran, Téhéran a riposté sur des bases américaines au Moyen-Orient et les Houthis contrôlent désormais le détroit de Bab el Mandeb. Si ces opérations militaires semblent jusqu'ici mesurées, cette escalade menace de plonger la région dans un nouveau cycle de violence en raison de l'impasse persistante dans la négociation américano-iranienne.

En réalité, Donald Trump est pris entre deux contraintes : poursuivre la guerre entraînerait des coûts importants, mais y mettre fin sans résultat probant l'exposerait aux critiques d'une large partie de la classe politique et médiatique américaine à la veille des élections de mi-mandat. Sur le fond, le problème est que l'administration Trump refuse d'admettre qu'une véritable désescalade nécessiterait certains compromis avec Téhéran. Pour le moment, elle privilégie donc la « guerre économique » contre l'Iran, avec un nouveau train de sanctions – touchant cette fois-ci les partenaires commerciaux de Téhéran – portant sur l'or, la technologie, les actifs numériques, l'aviation et le transport maritime. Or il est clair que la Chine, la Russie et l'Inde en particulier ne se soumettront pas à ces nouvelles contraintes.

En outre, la difficulté de cette stratégie est que pour Téhéran, ce qui compte avant tout est le maintien du régime, quelles que soient les sanctions économiques et financières, les menaces de destruction et les conflits militaires. Les Gardiens de la Révolution au pouvoir préféreront se battre jusqu'au bout plutôt que de capituler : car leur avenir est lié à celui du régime. Par ailleurs, l'Iran



semble convaincu qu'il est en position de force face aux États-Unis et que, avec le temps, la détermination politique de Washington faiblira en premier.

La réalité est que faire chuter le régime iranien exigerait du temps, un engagement politique soutenu, une capacité à absorber des pertes humaines, des coûts économiques majeurs et d'énormes ressources militaires. Or les pays du Golfe – qui sont les premières victimes du conflit – ne pensent pas que l'administration Trump soit prête à un tel effort. C'est ce qui explique leur frustration et leur interrogation sur l'intérêt de continuer à abriter les installations militaires américaines dans la région, qui sont autant de cibles pour Téhéran. Ces États se sentent plus vulnérables qu'avant la guerre et leurs économies ont été durement touchées, à des degrés divers il est vrai : fortement au Qatar et à Dubaï, moins ailleurs... jusqu'aux frappes des milices irakiennes pro-iraniennes sur l'oléoduc saoudien débouchant à Yanbu, qui a arrêté momentanément l'exportation de pétrole saoudien.

La conclusion que ces pays en tirent est que la protection américaine demeure indispensable, mais qu'elle est désormais insuffisante. Ce qui a conduit l'Arabie saoudite à signer le 7 août dernier un accord de défense avec le Pakistan et la Turquie, afin de diversifier ses options de sécurité.

Téhéran n'a pas mal accueilli ce pacte car il reflète d'une certaine façon la fin du monopole américain dans le Golfe et ouvre la voie à un arrangement éventuel entre pays de la région. Les États du CCEAG ont certes toutes les raisons de rester méfiants à l'égard du régime de Téhéran, mais l'Iran restera leur voisin et ils sont conscients de leur vulnérabilité face à sa capacité de nuisance. Quant à la République Islamique, elle se satisfait que ses voisins sortent progressivement de la tutelle de Washington. Le conflit lui a donné en outre une arme de dissuasion redoutable avec le blocage du détroit d'Ormuz et elle accentue actuellement la pression en poussant les Houthis du Yémen à entraver la circulation maritime dans le détroit de Bab el Mandeb.

« En somme, le président Trump tente de sortir d'un conflit dans lequel rien de ce qu'il espérait ne s'est produit, tandis que presque tout qu'il voulait éviter s'est au contraire concrétisé. »

En somme, le président Trump tente de sortir d'un conflit dans lequel rien de ce qu'il espérait ne s'est produit, tandis que presque tout qu'il voulait éviter s'est au contraire concrétisé. L'Iran semble, en revanche, plus déterminé que Washington à poursuivre le conflit et à tirer profit de la conjoncture politique et économique actuelle aux États-Unis et dans le monde pour dégager des avantages stratégiques d'une série d'erreurs de calcul et de faux pas américains. Dans les circonstances actuelles, le manque de confiance réciproque est si profond, et les divergences de perception quant à l'issue stratégique du conflit et à l'équilibre relatif des forces si grandes, qu'il est pratiquement impossible de réaliser de réels progrès dans les négociations, malgré les efforts du Pakistan et des pays du Golfe. Seule la Chine – premier acheteur de brut iranien – aurait un moyen de pression sur Téhéran,

car elle souhaiterait voir baisser les prix du brut et sécuriser les voies de circulation maritime, mais est-ce que Pékin (et Moscou) agiront pour sortir les États-Unis du guépier dans lequel Netanyahu a entraîné Trump? En effet, la perte de crédibilité de la puissance américaine conforte la campagne anti-occidentale de ces deux pays.

En attendant, même si les protagonistes américain et iranien ne souhaitent pas une confrontation étendue, l'impasse actuelle dans les négociations fait que nous nous dirigeons peut-être vers une « nouvelle normalité » faite d'attaques de représailles entre les deux camps, qui ne résolvent rien et ne font qu'accroître les tensions et prolonger le conflit. Est-ce que les prochaines élections aux États-Unis et en Israël permettront de changer la donne? Est-ce que les Chinois essaieront de jouer les médiateurs? On peut l'espérer, mais rien n'est sûr.

À ce stade, certaines premières conclusions apparaissent déjà :

- **Les bouleversements nés de cette guerre** sont profonds, rebattant les cartes et affaiblissant l'ordre américain dans la région. Les accords d'Abraham sont pour l'heure une victime de ce conflit.
- **La posture hégémonique d'Israël** et son abandon de toute velléité de compromis avec les Palestiniens isolent ce pays et mettent à mal le projet trumpien d'une « OTAN arabo-israélienne » contre l'Iran, car les pays de la région se méfient désormais de leurs deux voi-

sins. Les tergiversations de Trump les amènent cependant à coopérer plus ou moins discrètement avec Israël dans le domaine de la sécurité.

- **La guerre israélo-américaine** a eu pour résultat de faire passer le détroit d'Ormuz sous le contrôle de leurs ennemis iraniens et il faudra du temps pour établir des voies alternatives pour l'exportation du pétrole.

- **Les pays du Golfe** rêvent qu'un jour le régime iranien ne soit plus là, mais le réalisme les conduit de facto à espérer désormais un changement à l'intérieur du régime.

- **L'Iran veut imposer une nouvelle architecture de sécurité régionale**, comportant des relations apaisées avec ses voisins arabes – si possible en les dominant – grâce à une présence militaire américaine allégée. En a-t-il cependant les moyens?

- **Sur le plan économique**, la région expédie moins de la moitié de son niveau de pétrole d'avant guerre et, depuis six mois, un équilibre s'est établi entre une offre amputée, une demande affaiblie (notamment de la part de la Chine) et la mobilisation des stocks; ce qui a amorti le choc pétrolier, mais cet équilibre est précaire.

Le Moyen-Orient est en réalité en pleine reconfiguration. Toutefois l'issue des bouleversements en cours n'apparaît pas encore clairement, et on ne peut exclure que les tensions actuelles durent encore un certain temps ●



© Getty Images, Unsplash

REGARD D'EXPERT

Le coup de poing sur la table : l'Ukraine, la fenêtre de septembre et la dernière chance de Washington

Par **Gustavo DE ARISTEGUI**



Gustavo DE ARISTEGUI est diplomate de carrière, a été ambassadeur d'Espagne en Inde, accrédité au Bhoutan, Népal, Maldives et Sri Lanka. Il est analyste géopolitique et ancien parlementaire espagnol (2000-2012).

Auteur de quatre ouvrages sur le terrorisme islamiste, il est chroniqueur régulier dans La Razón et El Debate Tv et radio.

Nous approchons des élections de mi-mandat à Washington sans le moindre succès tangible en politique étrangère ces derniers mois. Les médiations qui ont donné du prestige à cette Maison-Blanche sont déjà loin : le cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan, que les Indiens se sont empressés de démentir ; la fin des hostilités entre le Cambodge et la Thaïlande ; l'accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ; la trêve de Gaza d'octobre dernier. Ce semestre paraît déjà lointain. Depuis, la guerre en Iran a dévoré l'attention de Washington, tandis que celle en Ukraine poursuivait son cours, monotone et sanglant.

Les chiffres sont étourdissants. The Center for Strategic and International Studies estime que la Russie a subi cette année entre 30 000 et 34 000 pertes mensuelles, au-delà de sa capacité de recrutement. Le bilan cumulé des pertes militaires des deux armées dépasse déjà les deux millions. En échange de cette boucherie, les troupes russes avancent de 50, 70 ou 90 mètres par jour, l'un des rythmes les plus lents enregistrés en un siècle de guerres. Moscou contrôle environ 80% du Donetsk. L'Ukraine résiste, frappe les raffineries russes et reprend ponctuellement des positions à Zaporijia. Aucun des deux ne peut imposer par les armes ses objectifs politiques.

Ce qui se consume dans ces tranchées n'est pas seulement du matériel. Ce sont les générations futures de deux peuples européens. La démographie russe, déjà mal en point avant 2022, ne se rétablira pas avant des décennies. Celle en Ukraine, amputée par la mort et l'exil de millions de personnes, non plus. Les États-Unis commencent à comprendre que cette hémorragie ne leur convient pas : ni l'instabilité chronique du continent, ni l'incertitude permanente des marchés, ni une Russie ruinée et donc plus dépendante de la Chine. Le

bénéficiaire de cette guerre n'est ni à Moscou ni à Kiev, mais à Pékin, qui achète du pétrole bon marché et observe l'Occident épuiser ses arsenaux.

Premièrement : une fenêtre étroite

Il existe une fenêtre, et elle est étroite. Le 5 septembre, Steve Witkoff et Jared Kushner se sont entretenus plus de trois heures avec Vladimir Poutine au Kremlin. Le lendemain, ils se sont rendus à Kiev, leur première visite dans la capitale ukrainienne. Le mardi 8, Trump et Poutine ont eu une conversation téléphonique que le Kremlin a qualifiée de franche. On parle de rétablir le format trilatéral et d'une désescalade hivernale consistant à suspendre les attaques mutuelles contre les infrastructures énergétiques.

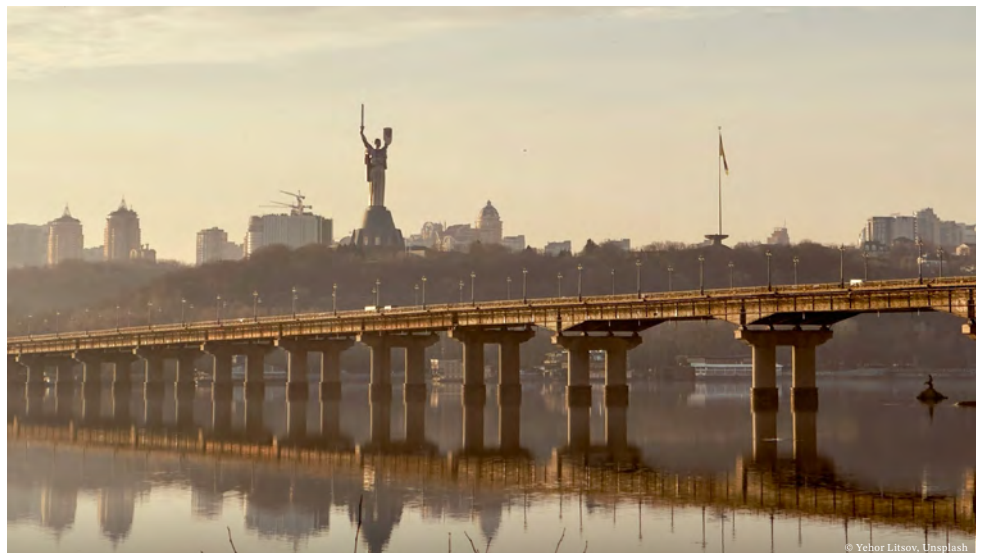
Volodymyr Zelensky a été explicite : il dispose de septembre et octobre. Les obstacles de fond restent intacts, et ce sont toujours les mêmes : le sort du Donetsk, l'aspiration atlantique de Kiev, la centrale de Zaporijia et, surtout, quelles garanties de sécurité Washington est prêt à signer. Il convient de rappeler que, la nuit même où les émissaires ont quitté l'Ukraine, Moscou a lancé un nouveau bombardement massif sur Kiev. Reagan

l'a résumé mieux que quiconque en négociant avec les Soviétiques : « faites confiance, mais vérifiez ».

Le 23 septembre 2026, en marge de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, une rencontre a eu lieu entre le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'État américain, Marco Rubio. Les rencontres à l'ONU ont également abouti à une réunion du conseil de sécurité de l'ONU sur l'Ukraine ainsi qu'à un sommet sur la Crimée animé par le président ukrainien, preuve que le dossier est toujours au centre des préoccupations. En outre, Marco Rubio a annoncé que Vladimir Poutine serait invité par Donald Trump au sommet du G20 de Miami en décembre. Cette invitation, non officielle pour le moment, pourrait-elle faire avancer les négociations ?

Deuxièmement : des négociateurs qui valent la peine

Witkoff est arrivé comme envoyé spécial pour le Moyen-Orient et a fini par l'être pour tous les conflits de la planète. Un homme d'affaires sans la moindre expérience diplomatique s'est révélé un négociateur habile, discret et, parfois, brillant. C'est l'exception qui confirme la règle. Aucun de



© Yehor Litsov, iStockphoto

ses interlocuteurs, amis, adversaires ou neutres, n'a jamais dit le moindre mal de lui, et cela, dans ce métier, n'est pas une anecdote : c'est une lettre de créance. Donald Trump lui-même a raconté qu'il lui avait proposé le poste en lui demandant s'il voulait être un Kissinger qui ne fuit pas.

Avec Kushner, on a tous les doutes légitimes : jeunesse, inexpérience, et statut de gendre du président. Les accords d'Abraham les ont dissipés. J'ai entendu son intervention du 11 octobre de l'année dernière sur la place des Otages à Tel-Aviv, devant 400 000 personnes, improvisée et sans une seule ligne écrite. Elle m'a impressionné. Aucun ton fanfaron, aucune arrogance, aucun tour d'honneur. Une véritable empathie envers ceux qui souffraient, y compris une mention explicite de la souffrance de la population de Gaza. J'ai été surpris, et très agréablement.

Troisièmement : le coup de poing sur la table

Il manque le coup de poing sur la table, et seul le président peut le donner. Trump a attribué le blocage à l'animosité personnelle entre Poutine et Zelensky. C'est une explication commode et fausse.

Ce qui manque, ce n'est pas la chimie entre deux hommes, mais une décision soutenue de la première puissance mondiale. Le *Financial Times* a informé le 9 septembre que la Maison-Blanche envisageait d'écarter ses deux envoyés et de confier la diplomatie itinérante au directeur de la CIA, John Ratcliffe. Une information niée par la Maison Blanche.

Des rumeurs ont également circulé sur la santé et un éventuel retrait de Witkoff, qu'aucune source officielle n'a confirmées. Changer de négociateur n'arrange rien si l'essentiel ne change pas. Le président doit cesser de se disperser sur vingt fronts simultanés, arrêter Poutine avec la seule grammaire que celui-ci comprend – des sanctions qui mordent, des avoirs russes gelés mis au service de Kiev, une défense antiaérienne sans compte-gouttes – et imposer à Zelensky le bon sens d'accepter ce que le front a déjà décidé. L'Europe, entre-temps, devrait être assise à cette table. Elle ne l'est pas parce qu'elle n'a pas voulu payer le prix de sa propre sécurité, et qui ne paie pas ne décide pas. C'est le prix de vingt ans de frivolité stratégique.

Rien de tout cela n'équivaut à récompenser l'agression. Aucune paix qui consacre la conquête territoriale par la force ne sera durable, ni acceptable, ni ne méritera ce nom. Kissinger a ensei-

gné qu'un ordre international ne se soutient que lorsqu'il repose sur un équilibre que les parties acceptent comme légitime. Cet équilibre exige que l'Ukraine reste armée, viable et ancrée en Occident, et que Moscou comprenne qu'il n'obtiendra pas par épuisement ce qu'il n'a pas obtenu par les armes. On attribue à Churchill l'observation qu'il vaut mieux discuter que combattre. Il avait raison, à condition que discuter ne signifie pas gagner du temps pour l'agresseur.

Quatre ans et demi se sont écoulés depuis février 2022. L'horloge tourne contre l'Ukraine au front, contre la Russie à l'arrière et contre Trump dans le calendrier électoral. Rarement autant d'urgences coïncident. Il serait impardonnable de les gâcher ●

« Aucune paix qui consacre la conquête territoriale par la force ne sera durable, ni acceptable, ni ne méritera ce nom. »



© Florian Pintar, Unsplash

REGARD D'EXPERT

Ingérences : comment la France s'apprête à protéger sa prochaine présidentielle

Par Jean-Baptiste DELHOMME



Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, Jean-Baptiste Delhomme est spécialiste des stratégies de communication et de l'analyse de l'opinion ligne. Depuis plus de dix ans, il accompagne entreprises, institutions et acteurs publics dans la conception et le déploiement de dispositifs de communication digitale et d'affaires publiques. Il a travaillé aux côtés de grands comptes, de collectivités locales et d'institutions, en France comme à l'international.

Pour protéger l'intégrité de sa prochaine présidentielle, la France peut compter sur des capacités éprouvées de lutte contre les ingérences, qui pourraient être renforcées par un nouveau projet de loi, examiné à l'automne. Mais à l'approche du scrutin, l'autre enjeu sera aussi de trouver la bonne manière de communiquer sur ces opérations.

Depuis l'élection présidentielle de 2017, marquée notamment par le piratage de la messagerie d'*En Marche!*, l'État français a considérablement renforcé son dispositif de lutte contre les ingérences étrangères. La création en 2021 de Viginum, rattaché au SGDSN, chargé de détecter et de caractériser ces opérations, en est l'une des réalisations les plus emblématiques.

Deux lois, en 2018 et en 2024, ont aussi renforcé le cadre juridique. À celles-ci pourrait bientôt s'ajouter un nouveau projet de loi, déposé au Sénat en juillet dernier, destiné à renforcer « la lutte contre les ingérences étrangères dans notre vie démocratique », et qui sera débattu le 20 octobre prochain dans la Haute assemblée.

D'autres avancées sont à noter à l'échelle européenne dans la même période, notamment la suspension de la diffusion de RT et Sputnik dans l'UE après l'invasion de l'Ukraine en février 2022, la mise en application du DSA et le développement

de mécanismes de coopération renforcée entre la Commission, les fact-checkers et les plateformes, comme l'a illustré la crise migratoire de Ceuta cet été.

Des menaces diversifiées dans un contexte fortement dégradé

Ces différentes mesures et initiatives placent la France dans une position renforcée, pour faire face à un contexte marqué par l'accroissement de la compétition internationale, par la dégradation du contexte sécuritaire et par l'intensification des menaces hybrides en France et dans de nombreux pays européens (cyberattaques, sabotages, drones, etc.). Un environnement dans lequel le risque d'ingérence visant la prochaine présidentielle n'est déjà plus théorique.

Au cours des derniers mois, plusieurs tentatives d'ingérence, attribuées à des réseaux de désinformation pro-russes, ont visé les candidatures d'Edouard Philippe, de Gabriel Attal et de Raphaël Glucksmann, sous la forme de faux articles et de vidéos manipulées diffusés sur les réseaux sociaux.

Par leur recours à l'IA, certaines de ces opérations illustrent l'évolution des techniques de désinformation, qui permettent d'industrialiser ce type d'opérations.

Les opérations d'ingérence se diversifient dans le même temps et exploitent de nouveaux espaces sur internet, à l'instar des LLM – désormais exposés au risque d'être « empoisonnés » par des contenus trompeurs, ainsi que le notaient les députés Alain David et Laetitia Saint-Paul dans un rapport sur « l'irruption de l'intelligence artificielle dans les ingérences étrangères », déposé à l'Assemblée nationale le 3 décembre dernier.

Un dilemme au cœur de la réponse aux ingérences

Si la France dispose d'une palette d'outils de plus en plus efficaces pour détecter et contrer ces tentatives, la réponse à ces attaques soulève néanmoins deux grands défis :

1) Communiquer sur ces tentatives de désinformation à des fins de fact checking ou de sensibilisation revient aussi parfois, comme l'a lui-même souligné Viginum, à assurer la publicité de ces tentatives de désinformation, souvent grossières. Elle revient à donner un « KPI » aux acteurs qui en sont à l'origine – souvent des entreprises spécialisées ou des officines à qui ce type d'actions est délégué, et pour qui la reprise par la presse de leurs initiatives est encore une manière d'en démultiplier la portée.

2) Par ailleurs, la répétition de ces attaques et de leur dénonciation peut provoquer une forme de fatigue et d'incrédulité dans l'opinion publique, qu'il est aussi crucial de prendre en compte. Car ce sentiment de défiance envers les institutions est aussi l'un des effets recherchés par les auteurs d'opérations de désinformation, pour qui la guerre informationnelle est aussi une guerre de sape et d'usure.

Ces défis figurent parmi les enjeux auxquels vise à répondre l'approche « whole-of-society », qui consiste à mobiliser l'ensemble des acteurs de la société civile aux côtés de l'État face à un défi d'intérêt général. Celle-ci a notamment trouvé une traduction dans la Stratégie nationale de lutte contre les manipulations de l'information d'origine étrangère élaborée sous l'égide du SGDSN et publiée en février 2026.

Cette approche repose concrètement sur la mobilisation du monde académique et des médias aux côtés des différentes administrations de l'État, qui déjà contribuent depuis plusieurs années à la lutte contre la désinformation, ainsi que sur le renforcement de l'éducation aux médias et à l'information.

En enquêtant sur les conditions de production de la désinformation, en analysant l'évolution des techniques et en sensibilisant le public aux menaces, fact-checkers, enseignants ou encore chercheurs contribuent à appréhender le phénomène dans sa globalité, plutôt qu'à réagir à chaque opération, et à construire une résilience collective face aux ingérences.

Dans le contexte de la future présidentielle, cette mobilisation collective de la société civile aux côtés des acteurs publics sera déterminante pour calibrer la bonne réponse : alerter et documenter les ingérences, sans amplifier, ni saturer ●

À propos
de nous



Xavier DESMAISON
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.